

MONDE

Négociations ? Des responsables talibans négocieraient avec des représentants des gouvernements afghan et américain. Selon Robert GIBBS, porte-parole de Barack OBAMA, les Etats-Unis ne prennent pas directement part à ces entretiens. « *C'est quelque chose que le gouvernement afghan doit faire avec le peuple d'Afghanistan* ». M. GIBBS a souligné que des discussions avec les talibans supposaient que les rebelles islamistes abandonnent leur soutien à Al-Qaida, respectent la loi afghane et renoncent à la violence. Selon le Guardian, les gouvernements afghan et américain ont eu récemment des contacts avec les insurgés.

Yuan pas assez cher. La Chine a refusé de laisser sa monnaie s'apprécier, comme le lui demandaient les Occidentaux au premier jour d'un sommet entre les principaux pays d'Europe et d'Asie dominé par les contentieux commerciaux. Le porte-parole du chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude JUNCKER, a aussitôt réagi en jugeant que le yuan était « *totalelement sous-évalué* » et que cela « *n'est pas une bonne situation* ».

Corée du Sud / UE : accord bilatéral de libre échange. C'est le 1^{er} de ce type entre l'Europe et l'Asie. Il devrait s'appliquer à partir de juillet 2011, et doit permettre la suppression de droits de douane. Soit, pour les exportations de l'UE vers la Corée du Sud, 1,6 milliard d'euros par an.

EUROPE

Réunion EU-UE sur la sécurité. Jane HOLL LUTE, adjointe de la secrétaire américaine à la Sécurité intérieure, Janet NAPOLITANO était invitée à une réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE sur la menace d'attentats terroristes contre des villes européennes. Les Etats-Unis avaient émis une mise en garde aux Américains voyageant en Europe contre des risques « *potentiels d'attentats terroristes* », les appelant à se montrer vigilants. Le ministère britannique des Affaires étrangères a annoncé une révision de sa mise en garde aux Britanniques voyageant en France et en Allemagne, les avertissant d'une « *forte menace terroriste* ».

Comment le budget européen a-t-il été dépensé ? Selon le rapport financier 2009, les crédits ont été dépensés à hauteur de 97%, pour un montant de 112 milliards d'euros. Principales dépenses : la relance économique, l'emploi et la recherche et le développement, ainsi que l'agriculture. A savoir :

- en 2009, l'Union a été le 2^{ème} donateur mondial d'aide au développement (12 milliards d'euros pour 140 pays en développement).
- aide humanitaire apportée à plus de 150 millions de personnes dans 70 pays en 2009.
- sécurité : 10 missions dans plusieurs zones sensibles de la planète, comme le Kosovo, le Caucase méridional, l'Afghanistan, le Moyen-Orient et l'Afrique.
- des crédits spécifiques sont destinés à préparer les pays potentiels à satisfaire aux conditions d'adhésion à l'UE.
- l'un des principaux bénéficiaires de l'aide extérieure est le Soudan (115 millions d'euros). 3,6 millions de personnes ont reçu une aide alimentaire au Darfour et 436.000 au Sud du Soudan. Plus de 5 millions de personnes ont bénéficié de soins de santé et 1,3 million de personnes ont fait l'objet d'actions en matière de distribution d'eau, d'assainissement et de promotion de l'hygiène.
- Rappelons que près de 70% du budget européen est financé par les Etats membres.

Aide européenne au Pakistan. La Commission européenne a décidé de doubler son aide d'urgence aux victimes des inondations au Pakistan en la portant à 150 millions d'euros. Au total, l'Union européenne, si l'on considère ensemble la Commission et les Etats membres, fournit une aide d'une valeur totale de 320 millions d'euros aux victimes des inondations.

Crise : moins d'immigration illégale en Europe. Selon l'Agence européenne de surveillance des frontières extérieures (Frontex), le nombre de personnes arrêtées début 2010 a été inférieur de 23,6% à celui du premier semestre 2009 (40.977 contre 53.674).

Ambassadeurs européens muets. L'audition publique, devant la commission des Affaires étrangères du Parlement européen, du futur ambassadeur européen au Japon, a été reportée sine die

à la dernière minute. Motif avancé : Catherine ASHTON souhaite que cet échange informel, qui ne donne pas lieu à un vote, se tienne à huis clos. Elle ne veut pas que les futurs diplomates puissent être mis en difficulté avant leur entrée en fonction.

Belgique : la crise politique continue. Les indépendantistes flamands ont décrété l'échec de négociations sur la formation d'un gouvernement fédéral. Le roi Albert II va entamer des consultations et probablement désigner une nouvelle personnalité pour tenter de renouer le fil du dialogue. Il devait s'entretenir avec les présidents des partis politiques. Le gouvernement va adopter des mini-budgets, reconductibles tous les mois, pour assurer le fonctionnement de l'Etat en 2011.

Législatives en Lettonie. La coalition de centre-droit, qui mène une politique d'austérité draconienne, a obtenu 63 des 100 sièges au Parlement.

Le revers de ZAPATERO. Les militants du parti du Premier ministre espagnol ont choisi à près de 52% un candidat dissident pour les prochaines élections régionales à Madrid. Il s'agit de Tomas GOMEZ, ancien maire d'une commune de la banlieue de Madrid, contre l'actuelle ministre de la Santé Trinidad JIMENEZ (48%), qui disposait du soutien de M. ZAPATERO.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Le Brésil au féminin ? Dilma ROUSSEFF, 62 ans, la candidate du président LULA a remporté le 1^{er} tour de l'élection présidentielle avec 46,9% des voix, devant l'ancien gouverneur de Sao Paulo José SERRA (32,6% des suffrages). 2nd tour le 31 octobre.

La majorité encore plus majoritaire. Toujours au Brésil, la coalition gouvernementale obtient une nette majorité au Parlement, avec 55 des 81 sièges de sénateurs à pourvoir, contre 40 jusque-là. A la Chambre des députés, le Parti des travailleurs et ses alliés ont encore plus progressé, avec 286 sièges sur les 464 attribués au premier tour (sur 513 sièges au total). L'opposition liée à José SERRA, du Parti de la sociale-démocratie brésilienne, qui disputera le fauteuil présidentiel à ROUSSEFF à la fin du mois, se voit réduite à 26 sièges de sénateurs, 10 de moins qu'actuellement. A la Chambre des députés, elle n'obtient que 99 sièges.

Etats-Unis : élections de mi-mandat. Les Démocrates remontent. A moins d'un mois des élections parlementaires, un sondage « Washington Post-ABC News », établit que l'avance des Républicains s'est réduite de moitié par rapport à début septembre, avec 49% des intentions de vote contre 43% pour les Démocrates. Rebond de la cote du président OBAMA, qui passe de 46% à 50%.

White House – le nouveau Leo. Pete ROUSE devient le nouveau secrétaire général de la Maison Blanche. Il remplace Rahm EMANUEL (qui va briguer la mairie de Chicago). A 64 ans, M. ROUSE a passé l'essentiel de sa carrière en tant que chef de cabinet de personnalités politiques démocrates, en particulier M. OBAMA lorsqu'il était sénateur. Il est ainsi surnommé « le 101^{ème} sénateur » en raison de sa connaissance étendue du Congrès, selon sa biographie diffusée par la Maison-Blanche.

Sénégal. La nomination par le président Abdoulaye WADE de son fils Karim au ministère de l'Energie, qu'il cumule avec d'autres postes, est un « signal inquiétant » confirmant la « volonté du chef de l'Etat d'en faire son successeur », jugeaient presse et opposition à Dakar, à un peu plus d'un an de l'élection présidentielle prévue début 2012.

POLITIQUE INTÉRIEURE

FILLON sans tabou. La disparition de l'ISF et du bouclier fiscal, « ce n'est pas un sujet tabou, rien n'est tabou », a dit le Premier ministre sur M6. Il ajoute « dans la situation financière qui est la nôtre, je n'accepterai jamais que l'on supprime une recette de 3 milliards d'euros », affirmant qu'il fallait « garder le bouclier fiscal » qui est « un moyen de corriger des anomalies, des erreurs du système fiscal français ». Mais, « 2011 peut être le bon moment pour engager une grande réflexion sur la fiscalité », a-t-il jugé, rappelant que cette réflexion serait « amorcée » par le rapport de la Cour des comptes sur la convergence des fiscalités française et allemande, demandée par Nicolas SARKOZY.

Les réactions. Le porte-parole de l'UMP Frédéric LEFEBVRE a assuré qu'il n'était « absolument pas question de supprimer le bouclier fiscal », car « il permet d'empêcher que des Français ne quittent le territoire national pour payer leurs impôts ailleurs ». « Si on doit supprimer le bouclier fiscal, c'est qu'on supprime l'ISF ». Pour le porte-parole du PS Benoît HAMON, « Il est clair qu'il doit y avoir suppression du bouclier fiscal, mais pas au profit d'une suppression de l'ISF », car « C'est un cadeau 4,5 fois plus important qu'aujourd'hui le bouclier fiscal le permet ». Cécile DUFLOT, secrétaire

nationale des Verts, souligne qu'une telle mesure reviendrait « à rendre de la main gauche ce que l'on enlève de la main droite ».

Le vrai faux départ de Bernard KOUCHNER. Selon les révélations du Nouvel Observateur, le Ministre des Affaires étrangères et européennes aurait présenté sa démission au Président de la République à la fin de l'été. Le départ étant différé à la date du remaniement. Dans une lettre manuscrite, le « *French doctor* » regretterait « *l'inflexion sécuritaire* », du gouvernement et dénonce des « *humiliations* » venues « *des conseillers* » du président, selon la même source. Le ministre d'ouverture se serait vu proposer le poste de Défenseur des droits (qui remplacera le Médiateur de la République au début de l'année prochaine).

Politique étrangère du PS. Les militants socialistes ont approuvé jeudi soir à 87,4% le texte sur la « *nouvelle donne internationale et européenne* ». Plus de 55.000 adhérents sur les 177.332 appelés aux urnes se sont déplacés, soit un taux de participation de 36,4%.

Cantoniales 2011. Ce seront les dernières élections au suffrage universel direct avant 2012. Premier enjeu : la participation. Pour la 1^{ère} fois depuis 1992, cette cantonale sera « *isolée* », n'étant couplée ni avec une municipale, ni avec une régionale. Le PS a annoncé son ambition « *de la conquête* ». Aujourd'hui, 58 départements sont détenus par la gauche (PS, PCF, PRG...) et 44 par la droite (UMP, NC, MPF...). Sur les 1.939 cantons concernés par ce renouvellement, 1.145 sont détenus par la gauche, majoritairement par le PS, soit près de 60%. Mais dans une vingtaine de départements, les majorités issues des élections de mars 2008 sont fragiles, à moins de cinq sièges. Le PS espère l'emporter dans huit départements : l'Aveyron, la Côte d'Or, les Hautes-Alpes, le Jura, la Loire, les Pyrénées-Atlantiques, le Rhône, et la Vienne.

Popularité. Nicolas SARKOZY a perdu deux points de popularité en un mois à 35%, selon Paris Match/Ifo. François FILLON gagne 3 points à 56%. L'institut souligne également que « *le soutien à l'action du président est minoritaire dans toutes les couches de la population, y compris dans les catégories traditionnellement les plus indulgentes à son égard comme les personnes âgées* ». Parallèlement, la crédibilité de l'opposition est en baisse, avec 37% (-2) des Français qui estiment qu'elle ferait mieux que le gouvernement actuel.

Sondage. Le quarté gagnant pour la gauche ? Dominique STRAUSS-KHAN : 65% des Français de gauche pensent qu'il sera le meilleur candidat PS pour battre Nicolas SARKOZY. 34% estiment que c'est Martine AUBRY. 23% préféreraient Ségolène ROYAL. Et 14% seulement pensent que ce devrait être François HOLLANDE. OpinionWay pour le Figaro.

Mouvements politiques. Paul-Henri TROLLE, préfet honoraire, ancien préfet du Val-d'Oise, dirigera le cabinet du président du MoDem, François BAYROU.

Jean-Christophe FROMANTIN, maire (divers droite) de Neuilly-sur-Seine, sera candidat dans sa ville face à la candidate de l'UMP aux cantoniales de mars 2011.

Serge DASSAULT, sénateur (UMP) de l'Essonne, ne sera pas tête de liste aux prochaines municipales à Corbeil-Essonnes.

Jean-Noël GUERINI, président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, désigné premier secrétaire de la fédération socialiste départementale par les militants.

Philippe de VILLIERS, député au Parlement européen, démissionne du conseil général de Vendée, qu'il présidait depuis 1988.

L'ancien ministre **Elisabeth GUIGOU**, députée PS, et **Jean-Pierre BALLIGAND**, député PS, devraient accéder à la vice-présidence de l'Assemblée nationale.

Xavier BERTRAND, ancien ministre, secrétaire général de l'UMP, élu maire de Saint-Quentin. Il remplace Pierre ANDRE, maire de Saint-Quentin depuis 1995, qui avait annoncé qu'il abandonnait son siège pour raisons de santé et avait demandé aux conseillers d'élire le patron de l'UMP à sa suite.

PARLEMENT

Union interparlementaire

Le Sénateur français Robert del PICCHIA a été élu Président du groupe géopolitique des Parlements des pays occidentaux (12+) qui regroupe 50 Parlements sur les 150 que compte l'Union interparlementaire. Objectif : œuvrer pour la paix et la coopération entre les peuples en vue de l'affermissement et du développement des institutions parlementaires. L'Union, qui partage les objectifs de l'Organisation des Nations Unies (objectifs du millénaire), appuie les efforts de celle-ci et œuvre en étroite coopération avec elle. Devant l'Assemblée plénière, le nouveau Président du groupe des 12+ a affirmé comme objectif prioritaire la limitation de la croissance du budget de l'Organisation UIP (croissance zéro pour les 2 prochaines années).

Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel a validé la loi interdisant la dissimulation du visage dans tout l'espace public en France en déclarant conforme à la Constitution la loi adoptée par le Parlement.

Assemblée nationale

Le permis repard des points. L'assouplissement des règles du permis à points, décidé par les sénateurs puis les députés, ne sera finalement que très marginal, le président de la République Nicolas SARKOZY, ayant fait savoir à sa majorité UMP qu'il ne voulait pas de ces aménagements. La seule mesure sur laquelle M. SARKOZY semble prêt à accepter une modification est la restitution d'un point par an.

Immigration. L'Assemblée nationale a bouclé l'examen du projet de loi, l'opposition ayant épuisé son temps de parole sur ce texte. A noter l'adoption des mesures relatives : à la pénalisation des « mariages gris », l'interdiction de retour sur le territoire, comprise entre 2 et 5 ans, pour un étranger en séjour irrégulier s'étant maintenu sur le territoire « *au-delà du délai de départ* », et enfin de la limitation des abus du droit au court séjour.

Sénat

Guerre de positions ouverte sur les retraites. Alors que la contestation sociale, relayée par la gauche, montrait des signes de durcissement, l'examen du projet de loi de réforme, déjà avalisé par les députés a débuté dans un climat passionné. Le ministre du Travail, Eric WOERTH, a affirmé que « *le gouvernement ne reviendra pas sur le relèvement des bornes d'âge* », c'est-à-dire 62 ans pour l'âge légal de départ et 67 ans pour un départ sans décote. Il a averti les sénateurs de sa majorité de la limite de « *nouvelles avancées* » possibles : « *je sais que la Haute Assemblée est, comme nous tous, soucieuse de ne pas remettre en cause les équilibres auxquels nous sommes parvenus* ». Près de 1.200 amendements ont été déposés, dont plus de 1.000 par l'opposition ainsi que trois motions de procédure, visant à contrer le texte, et une motion référendaire.

Les rapports de force. L'UMP, qui n'a pas la majorité absolue au Sénat, doit obtenir l'appoint des voix centristes pour faire passer tout texte. A un an des élections sénatoriales, certains sénateurs de la majorité pourraient être tentés de faire entendre leur voix, notamment sur la question des femmes. Le président du groupe Union centriste, Nicolas ABOUT, a avancé quelques pions jugeant, devant la presse, « *incontournables* » des améliorations pour les parents de plusieurs enfants ou aidant un handicapé et sur la pénibilité. Il a cependant souligné qu'il était « *indispensable que la réforme passe* ». « *On entre dans la dernière ligne droite. Le débat au Sénat, va être long, on est dans une course contre la montre* », a déclaré de son côté le Premier ministre, François FILLON. Du côté des opposants au projet de loi, à noter le dépôt par la CGT de la RATP d'un préavis de grève illimitée à partir du 12 octobre, date de la prochaine journée d'action contre la réforme des retraites.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi. Accord avec le Brésil en matière de lutte contre l'exploitation aurifère illégale des prochaines élections cantonales.

Communications. La sécurité des Français à l'étranger en cas de crise. Le ministre des affaires étrangères et européennes a rappelé que 20 millions de Français voyagent chaque année à l'étranger et près de 2,5 millions y ont leur résidence habituelle. « *Les risques qui pèsent sur eux à l'étranger se sont considérablement accrus ces dernières années : menaces pour leur sécurité, risques sanitaires, catastrophes naturelles.* » Il a présenté la création le 2 juillet 2008 du centre de crise, « *sur la base des recommandations du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* ».

Les dates des élections des conseillers généraux : premier tour le dimanche 20 mars 2011 et second tour le dimanche 27 mars. La campagne officielle commencera, quant à elle, le lundi 7 mars, et prendra fin la veille du scrutin à 0 heure. 2.023 cantons des départements de métropole (hors Paris) et d'outre-mer, ainsi que de Mayotte, seront concernés.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Les taux d'intérêt les plus bas depuis l'après-guerre. Les taux d'intérêt des crédits immobiliers en France se sont établis en moyenne à 3,30% (hors assurances et coût des sûretés) en septembre.

2,551 millions de chômeurs indemnisés en août, en repli de 0,5% sur un mois. Chiffre en hausse de 4,7% sur un an, selon des chiffres de Pôle emploi.

La Russie bientôt à l'OMC. Les Etats-Unis ont donné leur feu vert pour que la Russie fasse son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), levant un obstacle de taille sur le chemin de Moscou qui cherche depuis 17 ans à intégrer cette organisation. L'adhésion de la Russie avait été remise en cause en août 2008 à la suite de l'intervention russe en Géorgie. La Russie serait le 154^{ème} membre de l'institution.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée des Français de l'étranger – ELECTIONS PARTIELLES

Sont concernées les circonscriptions de Washington et de Mexico. Les électeurs pourront voter :

- en personne : dimanche 24 octobre de 9 heures à 18 heures (heure locale) dans les bureaux de vote mis en place par les postes consulaires.
- par correspondance : tous les électeurs recevront à domicile le matériel de vote par correspondance. Les votes doivent être reçus **avant** le 22 octobre à 18 heures (heure locale).

ATTENTION - NUMIC : Il est possible que le NUMIC envoyé par les postes à chaque électeur (nécessaire à l'identification pour le vote par internet) soit incomplet. Il suffit alors de le compléter par le chiffre « 0 » au début du matricule....

VOTEZ PAR INTERNET !

Vous pouvez dès à présent voter par Internet, jusqu'au 21 octobre (12h, heure de Paris). Pour voter, vous devez créer votre « code de vote » en ligne, jusqu'au 19 octobre. Toutes les informations : www.afe2010.fr

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Paris au pas. 61 militaires supplémentaires ont été déployés dans la capitale dans le cadre du plan Vigipirate, en plus des 551 qui patrouillent déjà. Ils ont été affectés autour de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre et de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Le permis plus facile. La réforme du permis de conduire, en vigueur depuis mai, a produit de premiers résultats « *encourageants* », même si les délais d'obtention se sont allongés récemment, a déclaré le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique BUSSEREAU. Le taux de réussite à l'épreuve de conduite a franchi pour la 1^{ère} fois le seuil des 60% en juillet 2010.

La fin de la cellule fiscale. Elle a été décidée par le ministre du Budget, François BAROIN. C'est la petite équipe du ministère chargée des dossiers sensibles en matière d'impôts. M. BAROIN avait annoncé début septembre sa décision de retirer cette structure du cabinet du ministre, pour mettre fin aux suspicions sur les faveurs dont bénéficieraient certaines personnalités.

CARNET

Nominations

Jean-Michel MARLAUS, ambassadeur en Colombie, pourrait être nommé inspecteur des Affaires étrangères.

Christian GAUDIN, sénateur centriste du Maine-et-Loire, nommé préfet, administrateur supérieur des Terres australes et antarctiques françaises.

Simon BABRE devient chef de cabinet adjoint du président de la République.

Thomas WAGNER, jusqu'alors premier conseiller à Copenhague, rejoint comme conseiller le cabinet de Bernard KOUCHNER.

Philippe LEFORT se voit confier la direction de l'Europe continentale du Quai.

Emmanuel RIMBERT, chargé de mission auprès du porte-parole du Quai.

Blaise MISTLER, ancien collaborateur de Dominique de VILLEPIN et Jean-Pierre RAFFARIN à Matignon, directeur des relations extérieures de Canal Overseas, devient secrétaire général de l'Association professionnelle des responsables des relations avec les pouvoirs publics.

Yossi GAL, DG du ministère israélien des Affaires étrangères, va être nommé ambassadeur à Paris.

Pierre MEYNARD, président de la CCI France-Canada, présidera l'Association des anciens élèves de Sciences Po.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** L'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax:** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr